

Sup. 20 COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES  
POUR LA PALESTINE

CONFIDENTIEL

SR/16

3 mars 1949

FRENCH

Original : anglais

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA  
SEIZIEME SEANCE

tenue à l'Hotel King David, Jérusalem,  
le dimanche 27 février 1949, à 16 heures.

Présents : M. Ethridge (Etats-Unis) - Président  
M. de Boisanger (France)  
M. Yalcin (Turquie)  
M. Azcarate - Secrétaire Principal

Discussion générale du programme de travail; rapport de la Commis-  
sion au Secrétaire général.

La Commission est saisie d'un document préparé par le Secrétariat sur l'attitude adoptée par les gouvernements des Etats arabes et d'Israel à propos de la tâche confiée à la Commission par l'Assemblée Générale.

M. AZCARATE explique que ce document a pour objet de donner une analyse comparée de l'attitude des gouvernements intéressés sur toutes les questions discutées. Il pense que le document pourrait servir de base à un projet de rapport de la Commission au Secrétaire général. La résolution de l'Assemblée Générale donne pour instruction à la Commission de soumettre des rapports périodiques au Secrétaire général; la Commission voudra peut-être, à ce stade de ses travaux, faire un rapport sur la situation telle qu'elle se dégage des entretiens, et sur sa propre position en ce qui concerne des problèmes comme Jérusalem, la question des réfugiés, et le projet de conférence des Etats arabes. Le Secrétariat serait prêt à soumettre un tel projet de rapport à l'étude de la Commission le mardi 1er mars.

De l'avis de M. de BOISANGER, le rapport doit dire clairement

/comment la

comment la Commission envisage sa tâche, non seulement en ce qui concerne les questions discutées avec les gouvernements arabes et israélien, mais sur la question de la reprise par la Commission des fonctions du Médiateur par intérim. Il souligne que la résolution de l'Assemblée Générale prévoit que la Commission, si elle le juge opportun, peut assumer toutes les fonctions qui sont en ce moment assignées au Médiateur par intérim.

Le PRESIDENT suggère que le projet de rapport comporte trois parties : (a) un exposé des raisons pour lesquelles la Commission ne s'est encore chargée d'aucune des fonctions du Médiateur par intérim; (b) une partie résumant la fin du document du Secrétariat; et enfin (c) une partie donnant en substance la première partie du même document.

Il prend note de l'accord de la Commission sur cette procédure.

#### Réunion avec les gouvernements arabes.

M. YALCIN (Turquie) propose que la réunion ait lieu le 21 mars à Beyrouth.

#### La Commission accepte en principe cette proposition.

De l'avis du PRESIDENT, la lettre d'invitation doit être rédigée de façon à indiquer clairement que l'objet de la rencontre n'est pas seulement la discussion du problème des réfugiés mais aussi la discussion d'autres questions. Il demande au représentant de la France de préparer un projet de lettre qui sera soumis pour signature aux trois membres de la Commission.

#### Désignation d'un expert sur la question des réfugiés.

M. BARNES explique qu'il a eu une entrevue avec M. Tellec et qu'il l'a jugé fort bien qualifié pour la tâche à accomplir, en raison de son expérience dans le domaine administratif et technique, de sa connaissance du pays et de la bonne opinion qu'ont de lui les Arabes. M. Tellec travaille en ce moment avec M. Griffis qui sera peut-être disposé à lui permettre de s'associer aux travaux de la

vaux de la Commission. Si la Commission approuve son travail en tant qu'expert elle pourra plus tard le charger de la réinstallation à long terme.

Le PRESIDENT propose que M. Barnes se rende à Beyrouth immédiatement, s'entretienne avec M. Griffis pour savoir s'il est disposé à libérer M. Tellec de ses fonctions et, si cette conversation est couronnée de succès, revienne dans deux jours avec M. Tellec, afin que la Commission puisse lui parler.

Télégramme du Directeur général de l'Organisation internationale des réfugiés.

Le PRESIDENT annonce qu'il a eu une conversation avec M. Fisher, du Comité mixte de distribution, au cours de laquelle M. Fisher lui a transmis le texte de la résolution No.6, adoptée par le Comité exécutif de l'Organisation internationale des réfugiés le 28 janvier. La Résolution prévoit que :

"a) avant d'aider le mouvement ou d'effectuer des paiements pour le transport de personnes émigrant vers la Palestine et les pays adjacents, après le 31 janvier 1949, le Directeur général doit consulter la Commission de conciliation au sujet de tels transports et que le paiement de ceux-ci dépendra de la vérification d'ligibilité, et de la priorité accordée aux réfugiés et personnes déplacées qui sont actuellement dans des camps de l'OIR ou qui sont depuis plusieurs mois en transit dans divers pays ..." etc..

M. Fisher a fait remarquer que la résolution affecderait 50.000 réfugiés arrivant en Palestine au cours de l'année; il espère que la Commission ne répondra pas de façon à faire obstacle au paiement des frais de transports.

Le Président estime que la Commission a le choix entre trois voies à suivre :

- (1) elle peut refuser de prendre position sur la question, puisque celle-ci relève entièrement de la responsabilité de l'OIR;
- (2) elle peut répondre qu'elle n'a pas d'objection au mouvement, à condition que le problème des réfugiés de Palestine n'en soit pas compliqué davantage;
- (3) elle peut donner son approbation expresse.

/ Il estime que

Il estime que la troisième solution est dangereuse et risque de nuire à la réputation d'impartialité de la Commission; il préfère la deuxième.

Le Président prend acte de la décision de la Commission d'attendre, pour fixer sa position, d'avoir rencontré M. Tuck le lendemain.

Lettre de la Ligue des Sociétés de Croix-rouge.

Le Président note que la Commission accepte de rencontrer M. de Rouge le vendredi 4 mars.

Lettre de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies.

Le Président note que la Commission est d'accord pour accuser réception de la lettre de M. Ennals.

Lettre du Lt.Col. Abdullah Tell; télégramme de M. John Asfour.

Le Président propose que la Commission charge l'un de ses conseillers politiques d'obtenir davantage de renseignements sur les cas cités. La Commission pourra alors demander l'opinion de son conseiller juridique, et transmettre sa décision au Gouverneur militaire, M. Asfour.

La séance est levée à 18.15 heures.